

# L'IMPERIAL

JOURNAL POLITIQUE PARAISSANT LE DIMANCHE

Les lettres non affranchies sont refusées

Les manuscrits non insérés ne sont pas rendus

ANNONCES ET RÉCLAMES

LYON : Agence de publicité V. Fournier  
Rue Confort, 14

RÉDACTION, ADMINISTRATION & ABONNEMENTS

Rue Sala, 42, à Lyon

ANNONCES ET RÉCLAMES

PARIS : Agence de publicité Havas  
Place de la Bourse, 8

Lyon. — Imp. Jevain, rue Sala, 42

## Suffrage universel

Nous laissons de côté pour aujourd'hui — non sans plaisir, on s'en doute, — le Richelieu qui préside, avec son génie et sa fierté légendaires, à nos relations extérieures et le Louis XIV qui, sans nul souci des « destructions intelligentes » opérées dans les mers de Chine, détruit constitutionnellement les lapins de son manoir jurassien, en attendant l'heureuse époque du terme des loyers de ses immeubles parisiens.

A trop parler de ces hommes, le dégoût vous gagne ; et c'est leur accorder une importance double de celle qu'ils ont, hélas ! pour notre malheur, et aussi pour l'humiliation de cette France jadis intelligente et fière, qui supporte à sa tête les auteurs de tant de ruines et de hontes.

Dimanche dernier, deux élections législatives ont eu lieu à Nantes et à Angoulême.

Il s'agissait de remplacer l'impérialiste Gaudin, dans la Loire-Inférieure et l'impérialiste Laroche-Joubert, dans la Charente.

Bien que toutes les chances fussent en sa faveur, M. Gaudin, fils du député défunt, s'était retiré de la lutte, au profit de M. Cazenove de Pradines. Messieurs les républicains n'ont pu trouver un candidat. M. Cazenove de Pradines a donc passé haut la main, avec une majorité qui ne ressemble en aucune façon, toute proportion gardée, à celle que le « modeste » Guillermier obtenait le même jour à Lyon pour le conseil d'arrondissement.

A Angoulême, notre ami Laroche-Joubert fils n'a pas eu de peine à battre de plusieurs longueurs le disciple de Marianne, qui voulait lui disputer la place occupée avec tant d'honneur par son illustre père au corps législatif de l'Empire, et à la chambre des députés de la R. F.

Le gouvernement ahuri par ces deux succès, succès considérables surtout par le nombre de suffrages obtenus, a négligé d'en faire officiellement connaître les résultats, pendant vingt-quatre heures, et après vingt-quatre heures, il a piteusement annoncé le premier, puis plus tard et comme à regret, le second.

On est opportuniste, ou on ne l'est pas, que diable !

Eh bien ! il y a, ce nous semble, dans ces deux scrutins, plus d'un enseignement dont il importe que les conservateurs et spécialement les impérialistes fassent leur profit.

Partout où ils le voudront réellement, énergiquement, sérieusement, avec esprit de suite, avec persévérance, avec méthode, les conservateurs vaincront.

Mais il faut vouloir, c'est-à-dire qu'il faut voter et faire voter.

Le dégoût de la République est tellement grand, tellement universel qu'il n'y a plus aujourd'hui, on peut le dire, que deux sortes de républicains en France :

Ceux qui vivent de la Répu-

blique, et ceux qui n'osent pas encore reconnaître leur erreur.

En d'autres termes : la République par nécessité, et les républicains par amour-propre.

Nous ne parlons pas des anarchistes ; ils n'appartiennent à aucun parti, bien que ce soit la République qui les ait enfantés, comme toutes les monstruosité actuelles.

Cela étant, nous conjurons nos amis, de se préparer d'ores et déjà à la lutte prochaine, car ce sera la lutte pour la vie ; tout sera en jeu alors : l'honneur, la fortune, l'existence de la patrie et notre existence à nous.

Qu'une haine formidable contre la R. F. nous entraîne tous aux scrutins ; qu'une propagande active, permanente, intelligente, de tous les jours, de tous les instants, fasse ouvrir les yeux aux égarés, en leur montrant les imbécillités, les coquinerie, les dilapidations d'un régime maudit.

Que cette propagande prenne toutes les formes : le livre, le journal, la parole, la parole surtout.

On pouvait, à la rigueur, croire, il y a 14 ans, que la République est un gouvernement ; aujourd'hui il est acquis que ce n'est qu'un dévergondage politique, social et financier, qui a fait la joie de la Prusse, la pitié de l'Europe et la ruine de la France.

Les exemples abondent ; il est donc permis de procéder par voie de comparaison et de prouver clair comme le jour que la République, nous le répétons, est une monstruosité d'une nature particulière et qu'elle ne peut être que cela.

Que les comités agissent là où ils sont constitués déjà ; qu'ils se constituent là où ils manquent.

Qu'enfin, un immense remue-méne d'idées et d'hommes se produise et que Marianne soit enfin submergée sous la coalition des honnêtes gens.

Nous verrons après. Débarrassons-nous en d'abord.

On a vu, par ce qui s'est passé dans la Loire-Inférieure et dans la Charente, tout ce que peut l'union des ennemis de la République ; partout il doit en être et partout il en sera de même ; c'est notre honneur, c'est notre salut, c'est notre avenir qui l'exigent ; c'est la patrie oubliée, meurtrie, violée, qui le commande.

Encore une fois, qu'on ne s'y trompe pas ; les jours de la République sont comptés ; elle n'a vécu jusqu'ici que de nos fautes et de nos malheurs.

Il faut qu'avant le deuxième anniversaire du fameux Congrès républicain du mois d'août dernier, qui a proclamé l'éternité de la République, cette maudite ait à jamais disparu de notre France.

Le suffrage universel qui l'aura mise à la porte, en lui faisant plus d'honneur qu'elle n'en mérite, saura bien achever son œuvre et choisir ensuite entre l'Empire autoritaire chrétien et fort, tel que l'ont conçu les Napoléons, et la monarchie parlementaire ou représentative des Bourbons.

Nous ne sommes pas inquiets du choix.

## LETTRES PARISIENNES

Paris, le 19 septembre.

Nous traversons une période de contradictions et de démentis ; les journaux avancent un fait, le lendemain, le ministère le dément.

Il reçoit une dépêche du Tonkin, annonçant un fait d'armes favorable de l'amiral Courbet.

Quatre heures après, le ministère fait lancer par ses agences officieuses une autre dépêche qui annule la première.

Voici la situation embrouillée qui nous est faite, les ministres se tirent aux jambes, donnent leurs démissions aujourd'hui, la retirent demain et au milieu de tout ces imbroglios, il est fort difficile de démêler la vérité.

Dans les cercles politiques on s'inquiète un peu de ce système de balancage sur lequel le pays s'est laissé attacher par l'opportunisme repus et pansu.

Le premier ministre tient la corde et selon l'impulsion de sa main plutôt que de son cœur il nous lance dans l'inconnu, nous fait retoucher terre ; et nous remontrons dans l'air agité d'une politique égoïste et nous redescendons pour mettre les pieds sur la réalité.

Pensez-vous que ce manège puisse durer longtemps et que le pays ne prendra pas mal au cœur.

Il est fatigué, sa lassitude est manifeste ; elle se trahit par des crises inconnues jusqu'à ce jour.

Dans les agglomérations ouvrières l'on s'agite, on se réunit ; le chômage prend chaque jour des proportions inquiétantes, l'hiver s'approche avec toutes ses terribles conséquences, la cherté des vivres va augmenter encore.

Au milieu des appréhensions que doit susciter l'avenir qui s'avance au galop et qui sera demain le présent, nos gouvernements se reposent de leurs fatigues, ils font de la villégiature, quand ils devraient être à leur poste, puisque la tempête fait déjà entendre ses rugissements.

Ils n'ont pas même l'air de se douter que l'entrevue des trois empereurs vient d'isoler complètement la France de l'Europe et que la question d'Orient s'est vidée par quelques coups de plumes, plus retentissants en Europe que des coups de canons.

Ils font la sourde oreille aux avertissements diplomatiques et la maladie d'extension coloniale qui s'est emparée d'eux pourrait bien leur coûter un portefeuille d'abord et la vie ensuite.

Car ce n'est jamais en vain qu'on abuse à ce point de la richesse d'un pays, de son armée et de la confiance populaire.

Le mouvement réactionnaire est lancé, il s'accroît de jour en jour ; il faut que le peuple ouvre les yeux ; qu'il reconnaisse enfin qu'il a été trompé, désabusé par les tribuns et les pilliers d'estaminet.

Cela se fera, mais lorsqu'il n'aura plus un morceau de pain à se mettre sous la dent.

La presse radicale dont il fait chaque jour sa pâture, le paralyse, lui bouche les yeux, lui fait croire que le mal vient des patrons, quand il vient de plus haut.

Qu'il apprenne donc une fois pour toutes, que lorsqu'un gouvernement a abusé de la confiance qu'on devait mettre en lui et qu'il n'en mérite plus, la base de l'édifice social et politique, se désagrège, les murs s'écroulent et sauve qui peut.

UN DÉPUTÉ.

## Les Royalistes pataugent

Un de nos grands confrères de la presse lyonnaise quotidienne, dont toute la teneur littéraire est invariablement modulée sur les lamentations du prophète Jérémie, s'apitoie et pleure, cette semaine, sur les infortunes et le malheureux sort de la phalange royaliste, réduite, comme autrefois les grenouilles de La Fontaine, à demander un roi.

M. le comte de Paris se tait, M. le comte de Paris reste sourd à toutes les objurgations de Paris et de la province ; il se confine obstinément dans son rôle de prétendant platonique, distribuant, avec une générosité dont nous sommes les premiers admirateurs, des secours pécuniaires aux cholériques et à tous les nécessiteux si nombreux par ce temps de prospérité républicaine ; mais aussi insensible aux exhortations du « vieux philippiste » du Figaro que peu touché des polémiques que toute

nature, engagées sur son nom et sur sa politique présente ou future.

Telle est la cause des larmes amères versées par le Salut Public.

Du reste, cette douleur si vraie, si sincèrement ressentie par notre attristé confrère n'a rien que de légitime, nous l'avouons volontiers, et si nous n'avions pas le cœur plus dur que le plus dur rocher, nous serions profondément émus par tant de chagrins, par une aussi cruelle affliction !

Oyez plutôt lecteurs compatissants !

Vous vous rappelez la fusion, la fameuse fusion opérée à la suite de nos désastres de 1870 ; cette rencontre, sur un terrain ami, de l'ombre de Louis XVI et de celle de son meurtrier ; cette rencontre dans laquelle les politiciens orléanistes, qui ont fait, à une voix de majorité, la Constitution républicaine, prétendaient avoir à tout jamais infusé le sang capétien dans les veines de Philippe-Egalité !

Vous vous souvenez de cette touchante visite faite au comte de Chambord agissant par M. le comte de Paris et tous les princes d'Orléans à sa suite. Vous n'avez pas oublié, bien sûr, la joie de l'auguste mourant à la vue de l'héritier présomptif de la couronne de France, les douceurs de cet entretien au seuil de la tombe entr'ouverte, et pardessus tout, la majesté de cette scène royale où le petit-fils de Charles X et le petit-fils de Louis-Philippe se tinrent étroitement embrassés dans une solennelle et suprême étreinte !

Hélas ! chers lecteurs, il paraît que la fusion n'a été qu'une infusion servie à la France malade, et le saisissement tableau broché au lit de mort de Charles X, qu'une toile où l'imagination se perdait dans le pinceau de l'artiste.

Et voilà qu'au moment où l'on croyait le drapeau blanc pour toujours enseveli dans le caveau de Goritz, enveloppant de ses plis fleurdelisés le dernier descendant des Bourbons ; voilà qu'au moment venu pour les royalistes de recueillir les fruits de la fusion, de marcher tous ensemble et à l'ombre du même drapeau, du drapeau de la France ; voilà qu'à ce moment, tout craque, tout chancelle de nouveau : Charles X et Louis-Philippe renaissent de leurs cendres, plus ennemis, plus irréconciliables que jamais ; la Restauration fait rage contre la Colonne de Juillet !

La lettre de M. Lucien Brun, le champion de la légitimité, approuvant la déclaration rédigée par M. l'abbé Jude Kernaëret a jeté le désarroi dans le camp royaliste et, pour achever la déroute, M. Huet du Pavillon, un fidèle de Froshdorff, nous déclare maintenant que : « M. le comte de Chambord avait « la plus insurmontable répugnance « pour les d'Orléans. »

Tout est bien qui finit bien ; pour nous, nous trouvons que la légende de la fusion finit quelque peu en queue de poisson.

Quoi qu'il en soit, la guerre est rallumée entre les partisans de la royauté cléricale et autoritaire de 1815 et ceux de la royauté libérale et parlementaire de 1830. Dans quel camp M. le comte de Paris prendra-t-il position ? C'est ce qu'on voudrait lui faire dire et ce qu'il ne dit pas ; c'est ce qui occupe toute la presse et ce qui occupe peut-être beaucoup moins le prince lui-même !

Le « vieux philippiste » du Figaro exhorte M. le comte de Paris à continuer les errements de 1830 ;

Le Matin, plus explicite encore, affirme « d'après une personne bien renseignée » que M. le comte de Paris ne gouvernera jamais qu'avec le centre gauche et que le prince n'éprouve même aucune répugnance pour la République ;

Le Voltaire va plus loin et parle d'engagement pris par le successeur du comte de Chambord envers le gouvernement républicain ;

Le Soleil, par la plume de M. Hervé, déraisonne, pour ne rien dire de plus. M. Hervé, en effet, estime que le successeur du comte de Chambord étant désormais assuré du concours des partisans du droit héréditaire, doit mainte-

nant marcher à la conquête du droit populaire. — Clair, n'est-ce pas, très clair ; aussi clair qu'une bouteille d'encre ! A moins toutefois que M. Hervé ne devienne impérialiste et plébiscitaire : auquel cas il ferait mieux d'appeler un chat un chat et de ne pas rester paré de plumes étrangères.

Enfin le Salut, notre bon Salut lyonnais semble avoir perdu la tête à son tour et se montre totalement affolé.

Il avoue très volontiers qu'à la date du 18 janvier 1871, M. le comte de Paris, dans une lettre adressée à M. Elsingher, a déclaré « n'avoir aucune répugnance pour le gouvernement républicain ».

Notre bon Salut ne voit, en effet, rien d'étonnant à ce qu'alors M. le comte de Paris, qui n'était point encore le Chef de la Maison de France, ait pu croire à l'efficacité du système républicain pour refaire la France après ses désastres. « C'était un rêve généreux que, lui, Salut, a caressé aussi. » Vieillard terrible, va ! Vous en avez caressé bien d'autres rêves dans le cours de votre longue existence, et il y a des aveux dont on doit se croire dispensé, grand-papa ! Votre chemise est un vêtement trop intime pour qu'il nous soit jamais venu à l'idée de vous demander combien de fois vous en avez changé !

Et pour terminer, le même Salut qui, tout à l'heure, concevait très bien M. le Comte de Paris républicain, redoute maintenant de le voir verser dans l'ornière de la libre-pensée et la politique des appétits. — Il conjure le prince « de déchirer le nuage que l'on épaissit comme à plaisir autour de ses intentions ! »

Tout cela est aussi logique que la prose de M. Hervé est claire quand, muni du droit héréditaire, il part à la conquête du droit populaire !

Mais ce qui n'est pas nébuleux du tout, ce qui est même très évident, c'est que les royalistes pataugent et pataugent terriblement. Diogène jadis cherchait un homme ; eux cherchent un roi : les uns en Espagne, les autres en France ; les uns chez Anjou, les autres chez Orléans ; mais les uns et les autres ne sont guère mieux approvisionnés ; et pendant ce temps-là, M. le comte de Paris, l'un des prétendus prétendants, baptise, sans plus de souci, le jeune prince que madame la comtesse de Paris vient de lui donner ; et pendant ce temps-là l'on court, l'on chasse à Chantilly... et pendant ce temps-là, tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes !

A l'œuvre donc, impérialistes ! Nous, du moins, nous ne sommes pas divisés sur les principes : notre drapeau, à nous, c'est le drapeau de la France ! Notre maître, c'est la nation ; notre empereur, c'est l'élu du peuple ; notre constitution, c'est l'œuvre commune. Encore une fois, serrons nos rangs ; la victoire est certaine !

PLEBRIUS.

## L'ENTREVUE DES TROIS EMPEREURS

Cette semaine a été témoin d'un événement depuis longtemps prévu et qui restera célèbre dans l'histoire Européenne.

L'entrevue des trois empereurs d'Allemagne, de Russie et d'Autriche, accompagnés de leurs trois chanceliers, va imprimer à la politique conservatrice une énergie impulsion.

Autant que nos renseignements personnels nous ont permis de pénétrer les secrets de cette illustre entrevue, nous nous permettons de discuter les probabilités heureuses que nous pourrions en déduire ; mais avant, nous donnons à nos lecteurs la physionomie de cette majestueuse assemblée de monarques et de ministres, en empruntant à l'un de nos confrères, les portraits de chacun d'eux.

Guillaume I<sup>er</sup>, âgé de plus de quatre-vingt-sept ans, avec sa physionomie de retiré devenu patriarche. Dans cette tête couronnée de tant de lauriers, un petit nombre d'idées très-solides : la religion de Luther, la patrie prussienne, l'empire allemand sous le sceptre des Hohenzollern, l'armée, M. de Bismarck.

Mais c'est un cercle de fer, dans lequel il fait rentrer toute l'Allemagne. On donne tout le mérite à M. de Bismarck, et l'empereur Guillaume n'en est pas jaloux ; mais, si Louis XIII a eu le mérite de laisser le pouvoir à Richelieu, Guillaume I<sup>er</sup> a le mérite plus grand encore de le laisser à M. de Bismarck, car M. de Bismarck ne fait qu'exécuter la consigne du représentant des Hohenzollern, qu'appliquer sa politique, et le plus désagréablement qu'il peut. Le vieux monarque, qui doit sa gloire au respect de la tradition, sera l'oracle du congrès monarchique.

François-Joseph I<sup>er</sup> n'a que cinquante-quatre ans. De taille élancée, le port militaire, la tête énergique et bienveillante, des manières affables. C'est le gentilhomme le plus élégant de la conférence. C'est par son caractère personnel qu'il a réussi à maintenir les membres peu homogènes de son empire. Il parle toutes les langues de l'empire, et il y en a bien une douzaine. Appliqué, fin, conciliant, aimable, il s'est fait adorer de peuples qui ne s'adorent pas les uns les autres, tant s'en faut, et il leur sert de lien. Lui, est le créateur de sa politique. Son gouvernement est libéral, puisque sous l'Empire nous demandions « la liberté comme en Autriche », et que, sous la République, nous la demandons encore. Il représente l'élément libéral occidental, dans la conférence.

Alexandre III est plus jeune encore : trente-neuf ans, grand, fort, blond, figure paisible sur laquelle on cherche le sourire qui s'y trouvait toujours avant son avènement au trône, et sur laquelle on ne trouve plus que la mélancolie. Russe jusque dans les moelles, ennemi des nouveautés qui bouleversent son empire et, cependant, comprenant les nécessités du temps. Mystique, du mysticisme bouillonnant des Slaves. Quelle existence horrible lui font les nihilistes, et il faut, certes, une grâce d'état pour ne pas perdre la raison dans cet enfer ! La monarchie la plus absolue d'Europe se trouve aussi la plus menacée, et il est probable que les affaires de Russie tiendront une large place dans les délibérations des empereurs.

M. de Bismarck n'est pas devenu patriarche, il est resté ce qu'il est, et un retiré brutal, impérieux, mais d'un esprit merveilleusement clair. M. Kalnoky, beau-frère du duc de Sabran, est le plus jeune des chanceliers. M. de Giers est un vieillard voûté, poli, doux, pacifique, fin, avisé. M. de Bismarck tiendra les dés, mais M. de Giers comptera les points.

Étant connus les personnages et la mise en scène de cette entrevue impériale, dans le château de Skierniewice, au milieu des forêts séculaires de la Pologne russe, il ne s'agit plus que de sonder les secrets de cet illustre entretien.

S'il ne fallait que consulter les organes de la presse à ce sujet, les graves questions qui y ont été débattues sont multiples.

Lisez les journaux républicains, ils ont reçu le mot d'ordre de sauter à pieds joints par-dessus les potentats et leurs ministres, et font mention de cette entrevue comme d'un simple fait de chronique locale et n'en tirent aucune conséquence.

C'est une tactique qui leur est inspirée par M. Ferry, le chef de file de l'indifférence gouvernementale, en matière de déficit budgétaire, de repréailles franco-chinoises et de politique internationale.

Ils n'ont pas même l'air, et cela avec une intention bien définie, de se douter que les trois empereurs du Nord ont discuté sérieusement l'existence de la République, dangereuse pour les monarchies européennes, parce qu'elle est un foyer permanent de révolution sociale et politique, et de passions subversives.

Nos renseignements personnels nous permettent d'affirmer qu'il a été question d'une restauration monarchique à bref délai ; le mouvement réactionnaire qui s'opère en France, activé par les ennemis du système républicain et par les républicains mécontents, n'est pas ignoré par les puissances étrangères.

Les souverains penchaient pour la maison d'Orléans, s'appuyant sur le droit divin dont leur souveraineté émane aussi.

Mais les chanceliers ont fait observer avec raison que dans un pays de suffrage universel, la nation devait être consultée.

M. de Bismarck a fait une opposition systématique à tout rétablissement monarchique et veut absolument que la République finisse de cuire dans son jus.

Il plaint la France de subir le joug d'une minorité d'incapables et de turbulents ; mais sa politique égoïste s'en porte bien, et la France a descendu les derniers degrés de son influence dans le monde et doit se contenter, comme l'Espagne, d'un rôle effacé.

Épandant la question qui a primé dans cette grande entrevue, c'est d'établir une digue solide, infranchissable au

débordement de la révolution cosmopolite, et de l'empêcher d'étendre davantage son influence désastreuse. Les trois empereurs, mettant de côté tout sentiment personnel soit d'antipathie, soit de sympathie, ont pensé avec raison, qu'un Napoléon seul, avec le prestige du nom et l'énergie qui est l'apanage de ce parti encore influent et puissant, pouvait seul écraser sous sa botte la révolution européenne. Nous savions, et personne n'avait encore osé en parler, de peur de jeter le trouble dans la coterie présidentielle et ministérielle et susciter des mesures de rigueur, que le déplacement du prince Victor n'était pas simplement un voyage d'agrément en Autriche et en Allemagne, mais qu'il avait pour but de sonder, dans le plus strict incognito, les personnes les plus au courant de la politique des grands Etats européens. On est donc satisfait en hauts lieux du mouvement conservateur qui s'opère en France et qui sera fortement encouragé, malgré les répugnances du chancelier de fer. On comprend enfin que l'équilibre européen, rompu en 1870 par une seule puissance, sans la coalition manifeste des autres, ne peut être rétabli que par un pouvoir fort, s'appuyant sur les votes de la nation, et que toutes les couronnes héréditaires vacilleront sur les têtes souveraines, tant que l'étiquette de la République restera collée sur le front de la France catholique par sentiment, et monarchique par tempérament.

## LE ROI D'ITALIE

Les présidents de République restent chez eux quand les épidémies et les inondations sèment la désolation et la ruine. Les monarques savent se déran- ger, il font fi de la mort, quand il s'agit de porter des secours et des consolations aux populations, parce que le titre de roi ou d'empereur leur impose aussi le devoir d'être les pères du peuple. Comme Napoléon III arrivant si inopinément au milieu des inondés, à Lyon. Comme l'impératrice accourant au milieu des cholériques d'Amiens. Humbert I<sup>er</sup>, roi d'Italie, s'est rendu à Naples, au moment où le choléra exerçait ses ravages avec une intensité redoutable. Il est resté sur le champ de bataille, au milieu des morts et des mourants, malgré les supplications de ses ministres et des fonctionnaires napolitains qui tremblaient pour une vie si chère à la nation italienne. Sa Majesté a visité les quartiers les plus pauvres, au milieu desquels l'épidémie frappait sans discrétion. Sa Majesté est sortie indemne, parce que son courage et sa charité étaient la meilleure défense contre un fléau qui frappe les peuples. Il a semblé que sa présence royale a été un palliatif puissant et que la

terrible maladie a reculé devant le dévouement de Sa Majesté italienne. L'épidémie ayant diminué beaucoup dans cette ville, le roi Humbert s'est enfin décidé à céder aux vœux unanimes de son peuple qui, de toutes parts, impérieusement, réclamait son départ. Après avoir, de nouveau, visité tous les quartiers de la ville et les environs, laissé partout les marques de sa sollicitude et de sa générosité, il a quitté Naples, avec le prince Amédée. Toute la population de la ville s'était portée sur son passage, le saluant de ses cris d'enthousiasme et d'amour. De Naples à Rome, le voyage du roi Humbert et de son frère a été un marche triomphal. Sur toute le parcours, les habitants, accourus pour applaudir leur souverain, formaient une haie ininterrompue, la plus belle, à coup sûr, qu'un chef de peuple puisse souhaiter.

L'arrivée à Rome a donné lieu aux mêmes transports. Rome entière s'empresseait autour de la gare, acclamait de toute son âme l'héroïque souverain que tous les périls trouvent au premier rang, ces princes valeureux aussi empressés à affronter la mort dans les mansardes empoisonnées de Naples que dans les carrés brûlants de Custozza, cette famille de Savoie avec laquelle et par laquelle l'Italie a reconstruit son unité et son intégrité. Pour apprécier cette maison, trois hommes bien divers dans leurs sentiments et leurs jugements, se sont rencontrés d'une façon significative :

M. Thiers : « Cette famille de Savoie, où tous les hommes sont braves et toutes les femmes sont chastes. » Gambetta, s'adressant à Victor-Emmanuel : « Si j'étais Italien, je serais monarchiste. » Garibaldi : « Je suis républicain, mais, quand un peuple a la fortune d'avoir à sa tête une famille comme la maison de Savoie, il doit la garder. »

En donnant au monde les spectacles que nous venons de relater, la monarchie et l'empire démontrent qu'ils sont l'incarnation du dévouement ; la république conspuée ne sera jamais que le régime de l'égoïsme. B.

## INFORMATIONS

S. A. I. le prince Napoléon est en ce moment à Prangins, il a fait quelques excursions à Genève et dans la montagne, mais il n'a pas quitté la Suisse. Son Altesse sera de retour à Paris dans quelques jours, cette semaine probablement.

S. A. I. le prince Victor-Napoléon était, il y a deux ou trois jours au château de Mouchy, où il a chassé. Son Altesse est de passage à Paris ; Elle chassera ces jours-ci chez M. le duc de Padoue. Ce n'est que au mois d'octobre que le prince Victor-Napoléon se rendra au château de Cavalerie, chez M. le marquis de la Valette. Disons, à ce propos, qu'il se signe en ce moment, à Périgueux, une adresse invitant Son Altesse Impériale à s'arrêter dans cette ville, à son retour.

La mort frappe à coups redoublés dans l'épiscopat français. Les deux nouveaux décès de Mgr d'Outremont et de Mgr Duquesnay portent à sept le nombre des sièges épiscopaux vacants : Archevêché de Cambrai, par la mort de Mgr Duquesnay ; Archevêché d'Albi, par la mort de Mgr Ramadié ; Evêché du Mans, par la mort de Mgr d'Outremont ; Evêché de Dijon, par la mort de Mgr Rivet ; Evêché de Verdun, par la mort de Mgr Haquet ; Evêché de Meaux, par la mort de Mgr Allou ; Evêché de la Basse-Terre (Guadeloupe).

Des rumeurs persistent circulant sur la démission de M. Hérisson ministre du Commerce. D'aucuns prétendent que M. Hérisson faisant partie du groupe de l'extrême-gauche, si mal vu par M. Grévy et son premier ministre, à propos de sa demande intempestive et inopportune de convoquer le Parlement, aurait trouvé son portefeuille compromis. Il aurait peut-être, au conseil des ministres, de sa détermination de rentrer dans les rangs de ses collègues éconduits et déceus. D'aucuns autres prétendent que M. Hérisson, si mal vu par M. Grévy et son premier ministre, à propos de sa demande intempestive et inopportune de convoquer le Parlement, aurait trouvé son portefeuille compromis. Il aurait peut-être, au conseil des ministres, de sa détermination de rentrer dans les rangs de ses collègues éconduits et déceus.

Les deux élections de dimanche ont été favorables aux conservateurs. M. Laroche-Joubert, candidat bonapartiste, a été élu dans la deuxième circonscription d'Angoulême, en dépit des efforts partiels de l'administration en faveur de M. Guimberteau, candidat opportuniste, patroné par la République française et la préfecture. M. Cazenove de Pradines, monarchiste, a été élu à Nantes. Le parti conservateur n'a pas, nous le reconnaissons, à triompher bruyamment, puisque les deux sièges dont il vient de prendre possession lui appartiennent : cependant, si l'on songe aux pressions de toute nature exercées sur les électeurs de la main de l'administration, surtout dans le département, il est permis de considérer ce résultat comme un succès sérieux. Il prouve qu'on dépit des déclarations pompeuses des républicains, la République ne gagne pas de terrain.

En fait de direction des ballons on a escompté encore l'avenir de la découverte, et l'on a vendu la peau de l'ours avant de l'avoir tué, car voici le résultat d'une nouvelle expédition qui n'a pas été concluante : MM. les capitaines Renard et Krebs ont fait hier, une seconde ascension dans leur aérostat dirigeable à hélice, en présence de M. le ministre de la guerre et d'un grand

nombre de spectateurs réunis dans les environs. Le ballon allongé qui, comme on le sait, la forme d'un grand cigare de 8 mètres de diamètre et de 50 mètres de longueur, s'est élevé à quatre heures quarante-cinq, et aussitôt l'hélice a été mise en mouvement. Le navire aérien a très facilement évolué sous le jeu de son gouvernail, mais arrivé à 200 mètres d'altitude, il a été saisi par un courant aérien beaucoup trop rapide pour être révoqué. Après avoir lutté dix minutes environ contre le vent, l'hélice a cessé de tourner et le magnifique ballon de Chalais-Meudon a opéré sa descente dans le voisinage, à Vellys, entre Villacoublay et Versailles. Les hommes de manœuvre de l'établissement militaire sont allés retirer l'aérostat à hélice et ils l'ont remorqué à l'état captif jusqu'à son point de départ. Nous espérons que MM. les capitaines Renard et Krebs pourront renouveler prochainement leurs intéressantes tentatives. Un grand nombre de spectateurs, réunis sur la place de la Concorde, ont pu voir de loin, l'ascension et la descente rapide de l'aérostat à hélice. Nous sommes certains que les inventeurs ne se décourageront pas pour si peu, et que si ce nouvel essai est infructueux, il tient à des causes imprévues qu'il leur sera facile d'éviter à une nouvelle expérimentation de la force motrice dont ils disposent.

Situation vinicole. — En ce moment le commerce se recueille et attend les résultats de la récolte pendante dont la cueillette est en pleine activité dans le Midi. On parle déjà de prix de 18 à 20 fr., l'hectolitre pour des vins d'assez bonne cuvée dont les vignes ne dépasseraient pas 9 degrés. Aux environs de Béziers, pour des vignes déjà vendangées des petits bouchets, on offrirait 25 fr. l'hectolitre. On s'accorde à dire que dans tout le Midi les raisins sont beaux et il y a toujours grand espoir d'obtenir un vin qui sera bon et de bonne tenue. Quelques affaires sur souches ont été entamées mais sans aboutir par suite de la difficulté qu'il y a de s'entendre pour les prix. Le Bordelais ne commencera à vendre que dans la huitaine, c'est-à-dire en même temps que dans la plupart de nos départements environnants et du Centre. La température est heureusement devenue plus favorable pendant cette huitaine et la continuation du beau temps est bien à souhaiter jusqu'à la fin de ce mois pour permettre de faire la cueillette dans de bonnes conditions. Le Beaujolais-Maconnais, de même que la Bourgogne seront bien mal partagés au point de vue de la quantité qui sera inférieure à celle de l'année dernière. Une petite compensation est seulement à espérer dans la qualité des vins nouveaux qui, sans être celle d'une année tout-à-fait supérieure pourra probablement être classée parmi les vins des bonnes années. En attendant, la tendance est indiscutable et les prix ne varient pas aux cours de :

	Plus bas	Plus haut	Moyen
Beaujolais 1881 la pièce.	155	305	230
— 1882 — — —	100	155	120
— 1883 — — —	110	170	140
Maconnais 1882 — — —	90	165	110
— 1883 — — —	100	135	110
Bugey 1883 — — —	80	à	90

Les prix ci-dessus s'entendent par pièce de 245 litres, frais de transport à la charge de l'acheteur.

Nouvelles agricoles. — Les blés du Midi qui se vendaient l'année dernière 20 fr. l'hectolitre ne valent que 15 à 16 francs, et

encore est-il impossible de prévoir jusqu'où ira la baisse. Des blés de l'Inde ont été vendus l'an dernier à Marseille 11 fr. l'hectolitre, et personne en France ne profite de ce bas prix, si ce n'est les intermédiaires, puisque le prix du pain n'a pas baissé.

## SEMAINE LYONNAISE

Association horticole lyonnaise. — Avant de clore son exposition et d'enlever toutes les splendides exhibitions florales et fruitières dont nous avons été les témoins, l'Association horticole lyonnaise a fait don à l'hospice de la Charité et aux petites sœurs des pauvres, des lots de fruits divers, qui ont excité le pêcheur de gourmandise, chez tous les visiteurs. C'était terminer, par une œuvre de charité, une exposition à laquelle le ciel s'est montré si propice en fermant à propos ses cataractes diluviennes, qui ont semblé un instant paralyser l'installation matérielle et les efforts de la Commission d'organisation, fière à juste titre de ses succès. Les recettes ont produit en chiffre rond la somme de 16.000 francs. C'est un résultat sans précédent ; nous ne doutons pas que dans deux ans l'Association horticole lyonnaise ne fasse mieux encore. Elle entre de plein-pied dans le chemin des succès, comptant sur ses propres ressources et n'ayant besoin que du concours de ses membres. Nous sommes certains que l'administration départementale et municipale, encourageront plus que jamais une société qui fait la gloire de l'horticulture lyonnaise, et qui sera bientôt sans rivale. Nous devons remercier M. Lyand de Genève, qui a fait hommage au Jardin Botanique de Lyon de sa collection de minuscules plantes alpines et jurassiennes. Nous ne quitterons pas l'exposition horticole sans adresser nos plus vifs remerciements à MM. les présidents de l'Association et de la commission d'organisation, ainsi qu'à ses membres, de l'accueil sympathique qu'ils ont fait à la rédaction de l'Impérial, et des relations cordiales qu'ils ont entretenues avec elle pendant toute la durée de cette splendide fête de l'horticulture lyonnaise.

Nous apprenons que l'installation de l'exposition horticole sur le cours du Midi va être utilisée pour l'exhibition des races canines et félines qui devait avoir lieu à la Villa-des-Fleurs. Le maire de Lyon a traité avec la Société qui organise cette exposition, moyennant une somme de deux mille francs pour droit de stationnement et d'emplacements. Cette exposition canine et féline aura lieu du 4 au 14 octobre prochain. Le parc dessiné par M. Cordoux sera maintenu et remis en état pour la circonstance. La vaste serre sera convertie en arène pour les chasses aux rats faites par des Buis et des terriers.

On attend d'ores et déjà des arrivages de rats de ville, de champs et d'égoûts, excepté des rats d'opéra. Les amateurs de plaisirs cynégétiques s'apprentissent à exhiber leurs meilleurs pointers et leur meute de chiens courants. Les angoras, les chats de gouttières, les minettes carressantes, les matous vagabonds seront l'objet d'une curiosité sympathique. Les mères Michel qui ont perdu leur chat ne seront embarrassées que du choix à faire pour le remplacer et le retrouveront peut-être étendu sur un coussin moelleux, ne regrettant pas la mansarde.

Le prix du pain. — La question du prix du pain est en ce moment soulevée par toute la presse soucieuse des intérêts matériels des populations urbaines. Déjà des municipalités se sont émuës de cette situation anormale et ont rétabli la taxe municipale. On assure qu'à l'une des dernières séances du conseil municipal de Lyon, un conseiller a remis entre les mains du maire une demande pour le rétablissement de la taxe. Il faudra en arriver-là. Le blé ne vaut en ce moment que 18 à 19 francs, et les boulangers vendent le pain comme s'il valait encore 27 à 29 francs. C'est à dire que les boulangers en prennent à leur aise et gagnent de 25 à 30 fr. par sac de farine. Ainsi il est facile de calculer les bénéfices quotidiens de quelques boulangeries fortement alcaillées. C'est un abus qui lui faut réprimer ; c'est scandaleux de faire des bénéfices pareils sur un objet de première nécessité en ce temps de misère et de privation de toute sorte au détriment de la classe ouvrière. Or, les municipalités qui ont le droit de supprimer ou de rétablir la taxe, ont le droit d'intervenir sans délai. Nous comptons bien que la municipalité prendra à cœur la situation malheureuse de ses électeurs et mettra un terme à une spéculation honteuse aux dépens de la bourse du pauvre peuple.

Les faillites pululent dans les centres commerciaux de la province tout autant qu'à Paris. A Lyon, et dans la seule journée de samedi, le tribunal de commerce a prononcé la faillite de dix maisons importantes de cette ville.

Cette semaine encore le même tribunal a prononcé cinq autres faillites. On cela s'arrêtera-t-il et nous savons que le tribunal agit dans cette circonstance avec beaucoup de ménagement et de circonspection pour ne pas alarmer les banques et le commerce. Les faillites sont également nombreuses à Saint-Etienne, où les maisons se dépeuplent de leurs boutiques comme sous l'influence d'une contagion de ruine. Dans l'artère principale de la ville (la rue de la République naturellement), vingt-cinq magasins chôment.

A Marseille, faillites sur faillites aussi. Le crédit de la place est fortement atteint. « Il faudrait un miracle pour galvaniser Marseille, nous écrit-on ; et il est fort à craindre que nous ne soyons pas témoins de ce miracle-là. C'est la misère noire pour cet hiver. Misère pour les ouvriers des ports dont les bras restent inoccupés et qui flânent découverts sur les quais à moitié déshabillés. Misère pour les ouvriers des huileries, savonneries et raffineries, qui voient leurs productions presque suspendues. Misère pour les marins qui ne peuvent trouver à s'embarquer. » Misère sur toute la ligne !

Le crédit de la place est fortement atteint. « Il faudrait un miracle pour galvaniser Marseille, nous écrit-on ; et il est fort à craindre que nous ne soyons pas témoins de ce miracle-là. C'est la misère noire pour cet hiver. Misère pour les ouvriers des ports dont les bras restent inoccupés et qui flânent découverts sur les quais à moitié déshabillés. Misère pour les ouvriers des huileries, savonneries et raffineries, qui voient leurs productions presque suspendues. Misère pour les marins qui ne peuvent trouver à s'embarquer. » Misère sur toute la ligne !

## Le Bal & l'Incendie

Vers les premiers jours du mois de juin 1810, au retour d'un voyage que Napoléon et Marie-Louise avaient fait en Belgique, il y eut à Paris, à l'occasion de leur mariage qui avait été célébré deux mois auparavant, une suite de fêtes dont les plus remarquables furent sans contredit celle que la ville de Paris offrit à leurs Majestés à l'Hôtel-de-Ville, et celle qu'elles acceptèrent de l'armée, représentées par les maréchaux à l'École-Militaire. Malheureusement tous ces plaisirs devaient se terminer par la plus épouvantable catastrophe. Le prince de Schwarzenberg, ambassadeur d'Autriche, voulant à son tour célébrer dignement le mariage de la fille de son souverain, annonça un bal à l'hôtel qu'il occupait rue de Provence, au coin de la rue du Mont-Blanc (l'ancien hôtel Monthesson). Cette fête avait été fixée au dimanche 1<sup>er</sup> juillet. Selon l'usage, et pour se conformer à l'étiquette, le prince, accompagné de tous les secrétaires de l'ambassade d'Autriche, était allé quelques jours auparavant à Saint-Cloud, en grande cérémonie, inviter l'Empereur qui lui avait gracieusement répondu :

« Oui, prince, j'accepte votre invitation, désirant ainsi prouver à mon beau-père, votre souverain, l'amitié que je lui porte dans la personne de son ambassadeur, dont je fais le plus grand cas ; seulement, avant-il ajouté en souriant, je dois vous prévenir que je n'ai jamais été un beau danseur, et qu'il est défendu à l'Impératrice, par ordonnance du médecin, de se livrer au plaisir du bal. (La grosse de Marie-Louise avait déjà été annoncée officiellement dans le *Moniteur*.) Ce sera une grande privation pour elle ; mais, en revanche, nous nous promènerons, nous causerons.

— En ce cas, sire, je prie Votre Majesté de fixer elle-même le jour où me nombreux compatriotes auront le bonheur de la voir et de la posséder.

— Eh bien ! le plus tôt possible... Dimanche prochain, si cela vous arrange, ce jour-là, personne n'a rien à faire.

Le prince de Schwarzenberg avait envoyé des invitations à tout ce que Paris comptait de plus éminent dans les grands corps de l'Etat et parmi les étrangers de distinction qui se trouvaient à Paris. Chacun avait brigué la faveur d'être admis à une fête dont l'avance on vantait la somptuosité ; plus de quatre mille personnes de tout rang s'y rendirent avec une indicible joie.

On avait élevé dans le jardin de l'hôtel une immense salle de danse, les appartements n'étant pas assez vastes pour contenir tous les invités. Cette salle improvisée était construite en planches, recouvertes de toiles peintes à l'huile ; de riches tentures d'or et de soie décoraient l'intérieur, et des draperies de gaze brodées d'argent flottaient aux portiques extérieurs de ce temple, sur lequel brillait un large écusson d'azur aux armes de France et d'Autriche ingénieusement mariées.

Afin d'éviter l'encombrement, on avait décidé que l'hôtel aurait trois entrées : la première était accessible seulement aux têtes couronnées et aux Altesse impériales et royales ; les autres invités devaient entrer par la seconde, et la troisième, conduisant directement dans l'intérieur de l'hôtel, était réservée aux familiers de la maison et aux gens de service ; dès le matin, toutes les mesures avaient été prises pour faciliter la circulation et prévenir tout accident. Dans l'après-midi, une compagnie de grenadiers de la vieille garde vint prendre possession de l'hôtel de l'ambassadeur, parce qu'il était d'usage, lorsque l'Empereur devait honorer de sa présence un des théâtres de la capitale, ou assister à une fête, qu'il se fit précéder par un détachement de grenadiers de sa garde, qui desservait ce qu'on appelle les *postes d'honneur*.

Dans ce cas, on choisissait les plus beaux hommes d'un bataillon, et de préférence ceux qui étaient décorés. Cette fois, Napoléon l'avaient recommandé, comme s'il eût mis un malicieux amour-propre à montrer aux militaires de toutes les nations de l'Europe, qui ne pouvaient manquer de se trouver à cette fête, un échantillon des soldats qui les avaient vaincus tant de fois.

« Rapp, avait-il dit à l'aide de camp de service, n'oublie pas de donner l'ordre au major-général de la garde de fournir aujourd'hui un poste chez l'ambassadeur d'Autriche ; une compagnie entière, entends-tu ? Il n'y a pas de mal que les autres voient que mes vieilles entailles, et encore bon pied, et bon oeil, et, ajouta-t-il gais, en frappant sur l'épaule de son aide de camp, qu'ils sont toujours solides au poste. »

La fête fut précédée d'un grand dîner diplomatique, auquel tous les ministres français et les ambassadeurs des puissances étrangères avaient été invités.

L'ancien hôtel Monthesson et ses dépendances brillaient bien avant la nuit, d'une illumination magnifique ; peu à peu les voitures arrivèrent de tous côtés sur plusieurs files, et quoiqu'elles allussent au pas, elles avaient beaucoup de peine à se frayer un passage à travers la multitude qui encombrait les abords.

Ce fut alors que les postes furent confiés à la garde impériale, des factionnaires furent posés à toutes les portes extérieures, avec des consignes très rigoureuses.

Or, sur les neuf heures du soir, l'affluence était devenue tout à coup si considérable, on avançait avec tant de difficultés, que beaucoup de hauts personnages descendirent de voiture dans les environs, au risque de se faire écraser ; par les équipages qui se pressaient, et achevèrent leur course à pied.

Déjà, nombre de rois et d'altesses impériales et royales s'étaient présentés à l'entrée principale de l'hôtel et les factionnaires les avaient laissés passer

en présentant les armes, grâce à la précaution qui venait leurs laquais de jeter leur nom comme à la cantonade.

Le roi de Saxe se présente à son tour ; un de ses valets de pied le nomme ; mais un des grognards de faction, ne pouvant croire à la réalité de tant de rois et de princesses, s'imaginant enfin qu'on se joue de lui, pour éluder sa consigne, s'écrie d'une voix formidable :

« Halte là !... Les prussiens n'entrent pas par ici. »

Le cocher qui connaît les usages, veut avancer ; le factionnaire croise brusquement la baïonnette devant ses chevaux, en ajoutant :

« Encore un roi !... Ce n'est pas possible, on me fait la queue ! en voix plus de trente que je compte ! assez de rois comme cela ! Allons ! arrière ! »

« Mais grenadier, lui crie le cocher qui avait rétrogradé court ses chevaux, c'est Sa Majesté le roi de Saxe que je mène. »

« C'est une blague !... Il ne passera pas. Libre à ce monarque d'aller prendre la file comme les simples particuliers qui ne sont pas couronnés. »

Durant ce colloque le roi avait mis la tête à la portière. Quelques personnes le reconnurent alors et essayèrent de faire entendre raison au grognard ; mais ce dernier, ayant mis tranquillement l'arme au bras, s'était contenté de leur répondre avec un froid laconisme :

« C'est la consigne. »

Les valets de pied vinrent à leur tour pour témoigner de l'identité de la personne de leur maître ; mais le vieux grognard resta inflexible :

« Quand ce serait le roi, les Marquis ou de n'importe quel, leur dit-il, il ne passera pas ; tout ça c'est des monarques de contrebande ; et d'ailleurs je n'en connais qu'un : c'est l'Empereur Napoléon et son auguste épouse, la fille à François. Quand il se présentera, lui, ou tous les deux ensemble, je les laisserai entrer ; mais quant au reste, bien fa-

tés qui ne dansaient pas ; en un mot, jamais il n'avait semblé plus satisfait, lorsque tout à coup, au détour d'un pilastre, s'étant trouvé face à face avec un étranger vêtu d'un riche uniforme, sa figure devint sérieuse, il fronça le sourcil ; ses regards étaient courroucés.

Ce militaire était un ancien compagnon d'armes de Moreau, qui avait donné sa démission de l'issue du fameux procès de ce général, et était allé le rejoindre plus tard en Amérique, où il avait choisi son lieu d'exil. Cet officier l'avait quitté ensuite pour aller prendre du service dans l'armée américaine, où il occupait un grade élevé. Napoléon qui n'avait ignoré aucun de ces détails, lui dit d'un ton sévère :

« Ah ! ah ! monsieur ! vous ici !... Par quel hasard, et que venez-vous y faire ? »

— Sire, répondit ce dernier sans se déconcerter, j'ai obtenu de mon souverain un congé pour venir en France visiter ma famille, que je n'ai pas vu depuis longtemps.

— Ah ! oui ! votre souverain actuel, reprit Napoléon avec une flexion de voix qui faisait facilement deviner l'intention qu'il mettait à ses paroles ; il vous a engagé à venir à Paris, assister au bal de l'ambassadeur d'Autriche, persuadé que vous y trouveriez en pays de connaissance, n'est-ce pas ? — Sire...

L'Empereur ne le laissa pas achever et l'interrompit en disant :

« Ceux qui vous ont conseillé de venir ici aujourd'hui ont fait une *bêtise* ; et vous, monsieur, vous avez fait une *sottise* en vous y trouvant. »

Puis il tourna le dos et passa outre. Après avoir fait quelques pas en silence, car pendant ce court incident, la foule qui n'avait cessé d'entourer les deux souverains s'était tenue à l'écart par convenance, Napoléon dit au roi en se penchant à son oreille :

« Me faire trouver nez à nez avec l'ancien confident de Moreau ! Conçoit-on une pareille balourdise ! »



Compagnie universelle DU CANAL INTEROCCÉANIQUE DE PANAMA

Président-Directeur: M. FERDINAND DE LESSEPS

SOUSCRIPTION PUBLIQUE A 387,387 Obligations

DE 500 FRANCS CHACUNE RAPPORTANT 20 FRANCS PAR AN

Prix d'Emission: 333 Fr. JOUISSANCE DU 1er OCTOBRE 1884

Les souscripteurs auront à toute époque, à partir de la répartition, la faculté d'anticiper la totalité des versements...

LA SOUSCRIPTION SERA OUVERTE LE 25 SEPTEMBRE 1884

- A PARIS: A la Compagnie Universelle du Canal Interoceanique, 46, rue Caumartin. A la Compagnie Universelle du Canal de Suez, 9, rue Chartras.

A NEW-YORK: Au Siège du Comité Américain de la Compagnie du Canal Interoceanique de Panama.

ÉCHOS DES THÉÂTRES

Théâtres municipaux. — Grand-Théâtre. — J'avais annoncé dans le dernier numéro de l'Impérial l'engagement de M. Furst, de l'Opéra-Comique...

M. Mours, M. Degenne, et enfin, pendant le mois de mars, très probablement, M. Mouléras; tous quatre pensionnaires actuels de l'Opéra-Comique.

Nos renseignements particuliers me permettent d'annoncer dès à présent que M. Mours chantera Carmen et M. Degenne Lakmé, rôles dans lesquels on les dit excellents.

Cette semaine, le Grand-Théâtre donnait l'hospitalité à Madame Anna Judic et à la troupe parisienne de l'impressario commandeur Schumann.

Dans Nitouche, elle est d'une rare finesse, et vraiment il est impossible d'être plus remarquable qu'elle ne l'est dans ces continuelles oppositions de jeux de physionomie, dans ce langage follement enjoué et religieusement grave qui se succède sans cesse et souvent dans la même minute.

Mais pourquoi faut-il que tant de talent soit au service d'une pièce aussi piètre, aussi exécrable, je dirai même ridicule. Peut-être connaissez-vous deux volumes qu'une plume peu respectable a consacré à vilipender notre armée dans le type créé par elle du Colonel Ramollet.

Au reste, cet acte est absurde d'un bout à l'autre; il n'a le don de plaire qu'à un petit nombre de gens peu connaisseurs et détestant l'armée, et aussi à un de nos conseillers municipaux, M. Pichet pour ne pas le nommer, qui à chaque grossièreté révoltante et idiote mise dans la bouche du major, faisait retourner toute une partie des premières galeries par son rire aussi large que déplacé et s'écriait tout haut, sans se soucier des convenances: Oh! comme c'est ça! Comme c'est ça!

Et quand on songe que cette pièce ne se joue pas seulement en France! qu'on la transporte dans les pays voisins, on a le cœur serré de penser à ce que peuvent dire les étrangers en voyant ridiculiser l'armée française par des Français!

Je le répète, quel dommage que le talent si original et la beauté gracieuse de Mme Judic soit au service de cet acte! quel dommage aussi que la musique très ravissante d'Hervé ait eu à se développer dans pareil cadre!

Côté de Mme Judic, Mmes Billaut et Froment, MM. Emmanuel, Ed.-Georges et Wosms, se font applaudir à juste titre: ce sont d'excellents interprètes.

Une affiche annonçait deux représentations supplémentaires. Il m'est permis d'affirmer que ce ne seront pas les seules! Reconnaissons M. Dufour.

Célestins. — La salle des Célestins a été un peu désertée à cause de la présence au Grand-Théâtre de la diva parisienne — Belliard a accueilli son deuxième début dans Jonathan et a été reçu avec enthousiasme à son troisième qui s'est effectué dans le prologue

Veauradieux! C'était prévu — On n'a que des compliments à faire à pareil artiste. Dans cette dernière pièce, à côté de lui, M. M. Mercier et Demey, se sont fait applaudir à juste titre: Mme Billon, comme toujours, a été bonne: Mme Mary Albert, très distinguée, cependant elle avait une toilette rose, charmante, mais telle qu'on n'en porte pas en allant consulter son avocat.

Théâtre Bellecour. — Un journal de Paris annonce que M. Emile Simon vient de traiter avec M. Duquesnel pour quinze représentations de Macbeth avec Sarah Bernhardt.

Ces représentations auront lieu pendant les représentations des Danicheff et commenceront par Lyon, au Théâtre-Bellecour. On ira ensuite en Belgique et en Hollande.

UN STRAPONTIN.

REVUE DES TRIBUNAUX

On sait qu'en ce moment se déroulent, à la onzième chambre correctionnelle, les débats d'une action intentée par le ministère public aux directeurs et administrateurs de la Compagnie d'assurances maritimes, le Zodiaque, lesquels paraissent avoir à leur charge des infractions graves à la loi concernant les sociétés anonymes.

Au début de cette affaire, dont nous avons déjà parlé, M. Legrain, ex-directeur du Zodiaque, avait été laissé en liberté comme ses co-accusés; d'après un ordre émanant du procureur de la République, M. Legrain a été arrêté hier par des agents de la sûreté, rue du Faubourg-Montmartre, et immédiatement conduit au Dépôt.

Nous empruntons à l'un de nos confrères parisiens l'article suivant qui donne la physionomie de ce nouveau procès correctionnel, qui prouve que la banque Lyon-Loire et l'Union générale n'ont fait que commencer le défilé en police correctionnelle de beaucoup d'affaires financières qui ne se sont pas conformées à la loi de 1857 sur les sociétés anonymes.

Il est fâcheux pour notre pays que des écus du suffrage universel soient compris dans les poursuites du parquet. Si au moins les électeurs en faisaient leur profit, il n'y aurait que demi-mal!

Brutus et Marius

Ces superbes prénoms sont suivis de patronymes infiniment plus modestes. Brutus ici s'appelle Bouciet, et Poulet est le nom de famille de cet autre Marius. Deux députés, s'il vous plaît. Pourquoi faut-il que nous retrouvions leurs prénoms romains sur le rôle de la correctionnelle?

L'or est une chimère, a dit un auteur d'opéra-comique qui, en homme pratique, s'est hâté d'ajouter: Mais sachons nous en servir! Eh bien! c'est précisément ce que nous savons en servir qui a amené cet autre Marius à la 11<sup>e</sup> Minuterie correctionnelle, où M. Ruben de Couderc lui a joliment tapé sur les doigts.

Car l'honorable M. Poulet et le non moins honorable M. Bouciet (Brutus celui-là) étaient au nombre des administrateurs de la société le Zodiaque.

Nous n'infligerons pas à nos lecteurs le compte rendu de l'affaire. Elle a occupé beaucoup trop d'audiences pour cela.

Nous ne voulons leur signaler qu'un incident, un seul, qui a bien sa valeur parce qu'il nous donne un aperçu des idées que M. Poulet s'est formées sur cette importante question sociale qu'on appelle « le prix du beurre ».

M<sup>r</sup> Octave Falateuf, avocat de l'une des parties civiles, ayant demandé un témoin de raconter au tribunal un petit fait relatif à l'assurance d'un vaisseau chargé de beurre, celui-ci a fait le récit suivant:

Un vaisseau chargé de beurre, qui avait été assuré par le Zodiaque, ayant subi des avaries, son propriétaire demanda et obtint de la société le paiement de sa cargaison endommagée. Mais, conformément à l'usage, le Zodiaque devint alors propriétaire des marchandises avariées. Au lieu de

faire procéder à la vente aux enchères de ces marchandises et d'en verser le prix à la caisse sociale, certains des administrateurs trouvèrent plus simple de se partager le beurre. M. Marius Poulet était au nombre de ces administrateurs.

Les prévenus prétendant qu'ils ont versé le prix du beurre au directeur du Zodiaque, M. Legrain, l'expert affirme tout aussitôt que les livres de la société ne portent aucune trace d'un pareil paiement.

On comprendra que M<sup>r</sup> Falateuf, Signorino et Ployer, avocats des parties civiles ne se soient pas privés de stigmatiser comme ils le méritaient, les deux députés républicains qui ont trempé dans tous les tripotages financiers du Zodiaque. Si tous les administrateurs procédaient de la même manière, les infortunés gogos du Zodiaque ont dû avoir à peu près autant de beurre que de pain.

M<sup>r</sup> Falateuf, élevant le débat, a dans sa péroraison fêté comme on le méritait la conduite de ces étrangers représentants du peuple.

Ai-je besoin de vous dire que les mêmes gens puissent trôner sur les bancs du palais Bourbon et s'affaisser sur ceux de la police correctionnelle?

Ici ce n'est plus l'avocat, mais le citoyen qui parle, assuré d'être d'accord avec le sentiment de tous, avec le sentiment du pays.

Oui, le pays s'indigne de voir les noms de ses mandataires flamboyer sur ces prospectus qui ne cessent d'attirer les dupes. Trop souvent, ces noms, ils les rencontre au berceau des sociétés qui se fondent, là où il y a des syndicats à former, des actions d'appart à recevoir sans bourse délier, des jetons de présence à toucher sans la contrepartie d'un labeur consciencieux et honnête!

M. le substitut Bulot a été également impitoyable, et, quelque habiles qu'aient été les plaidoiries de M<sup>s</sup> Doroste, Limbourg et Menesson, nous doutons qu'elles effacent l'impression profonde qu'a dû produire le réquisitoire.

Le jugement ne sera rendu qu'à huitaine ou à quinzaine.

Un beau-père comme on en voit peu.

Si les belles-mères ont une réputation détestable auprès des vaudevillistes et des chansonniers, les beaux-pères sont généralement méprisés, et ma foi! il ne faudrait pas beaucoup de beaux-pères de la trempe de M. Robert, négociant à Pireniaux, pour justifier pleinement de pareils mépris.

Arnaud de Saint-Etienne, comparait hier, devant la cour d'assises de la Seine, sous l'accusation de faux en écritures de commerce. Il avait contrefait, de sa plus belle écriture, six billets faux dans le courant des années 1878 et 1879, en imitant la signature de son beau-père, M. Robert.

L'aimable beau-père, homme d'une faiblesse et d'une condescendance inouïes, paya sans sourciller les trois premiers billets qui lui furent présentés, bien qu'il fût matériellement et moralement convaincu de leur fausseté. Mais sa patience à la fin s'est lassée, et au quatrième billet il refusa.

Vous avouerez qu'à sa place vous n'auriez même pas poussé la complaisance si loin. L'avocat de l'accusé, M<sup>r</sup> Capron, a plaidé qu'en droit criminel, à l'instar de ce qui se passe dans un abus de blanc-seing, la faiblesse et la condescendance d'un beau-père qui paie sans sourciller des billets qu'il sait faux élevait toute intention criminelle de la part d'un gendre qui, encouragé dans une voie évidemment malhonnête, y persistait, et qu'il n'y avait pas la crime de faux, mais purement et simplement un délit qui, entre alliés du degré de gendre et de beau-père entraînait purement et simplement une responsabilité pécuniaire.

Mais ce système n'a point prévalu, et Saint-Etienne a été condamné à deux ans de prison (minimum de la peine) et 100 fr. d'amende.

Le Tribunal de commerce de Paris a rendu son jugement dans le procès des deux Matin.

Ce jugement interdit au Matin français de continuer à se servir de ce titre, à moins de 1,000 fr. de dommages-intérêts par jour de retard.

De plus, il condamne l'éditeur du Matin français à 20 000 fr. d'indemnité au profit des propriétaires du Matin.

A propos du jugement qui vient d'être rendu en sa faveur, le Matin fait les remarques suivantes:

« Si on avait pu s'emparer impunément du titre du journal le Matin, si on avait pu mettre le Matin dans l'impossibilité de travailler à son développement sans faire profiter de ses efforts et de ses sacrifices une concurrence déloyale, il n'y avait plus de sécurité pour un seul journal en France; la presse tout entière était menacée dans son existence.

« Or, il faut qu'on sache qu'un journal est une propriété, et que ni le pouvoir ni des particuliers n'ont le droit d'y porter atteinte sans encourir les responsabilités que soulèvent toutes les atteintes à la propriété privée, quelle qu'elle soit.

« C'est ce que le Tribunal de commerce de la Seine vient de proclamer. »

On annonce que le Matin français fait appel devant le Tribunal civil.

SOLUTION DE LA DERNIÈRE ÉNIGME

Pestil, Peste.

ONT TROUVÉ LA SOLUTION: V. B..., de Lyon. R. B..., rue Franklin, Lyon.

ANAGRAMME

Voire parti, je crois, va se désagréant. M<sup>r</sup> dit, d'un air moqueur, certain intriguant. — Ou voyez-vous cela, Monsieur, lui répondit-il. Vraiment, s'il en était ainsi, par quel prodige Serait-il donc encore debout, prêt au combat, sans la cause gardant la foi que rien n'abat? — C'est égal, repris-je, vous n'êtes pas en nombre! Vos espoirs insensés s'éteignent comme un ombre! — Ces fâcheux pronostics ne sont que mots en l'air; Qui peut, dans l'avenir, se vanter de voir clair? Le ventourte parfois — m'empoisonne en France — Et l'on ne doit jamais juger sur l'apparence. Ce bon proverbe ici n'est point hors de saison, Et je vais l'appuyer d'une comparaison: Avant de commencer, dites-moi, je vous prie, Quel est ce beau fruit d'or, produit sur l'Albion, Que, pour nous rafraîchir, on vient de l'Albion. — D'apporter à côté d'une carafe d'eau? — Cela? C'est un citron, de la plus grosse espèce, Cachant beaucoup de jus sous son écorce épaisse. — Moi j'y trouve autre chose: en cet énorme fruit, Sans aucun embarras, mon esprit reconstruit. D'un athlète fameux l'étonnante figure! — Ainsi, chacun de nous aisément se figure. Selon ses goûts secrets ce qui lui plaît à voir: Ceux-ci voient tout en rose et ceux-là tout en noir! René STINE.

BULLETIN FINANCIER

La Bourse, dans les dernières séances, a été favorablement influencée par les informations sur le marché des opérations militaires en Extrême-Orient, et nous avons vu enregistrer une nouvelle accoutance du mouvement de hausse auquel nous assistons depuis quelque temps.

Cette hausse, voulue par la haute banque, suit son cours lent, mais ininterrompu, et toute résistance paraît en ce moment, devenue impuissante.

Quelques valeurs qui ont gardé une clientèle de spéculation comme le Crédit foncier, le Suez, suivent déjà l'allure des rentes et progressent sensiblement. Nous verrons certainement le mouvement s'étendre un de ces jours à un grand nombre de titres abandonnés à des cours par trop dépréciés.

Pour la première fois, peut-être, depuis les événements de 1882, nous voyons le comptant chercher d'une façon sérieuse à s'employer, c'est que, depuis cette époque, on s'est suffisamment recueilli; les économies se sont accumulées, et il est de toute nécessité de leur trouver un emploi. On comprend, du reste, qu'il suffirait de faire un choix judicieux pour éviter le retour des déceptions passées.

Nos rentes cotent: le 3 0/0 78,70, coupon de 0,75 détaché; l'amortissable 80,70; le 4 1/2 69. Ces cours constituent une avance de 10 à 65 centimes sur ceux de la semaine dernière.

Le 5 0/0 italien est à 96,77, gagnant ainsi 1 fr. pour la semaine. Le choléra est en décroissance importante dans la péninsule; du reste, la bourse ne s'en est jamais beaucoup préoccupée, sachant bien que le crédit d'un pays ne pouvait être affecté par une épidémie d'ordre passager. Ce fonds d'Etat s'achemine vers le pair, que nous avons prévu et indiqué déjà bien des fois, et il y arrivera inévitablement.

Le Turc est sans grandes affaires de 8 à 8,15; l'Unifiée en reprise à 369 sur des achats du marché de Londres. Les fonds austro-hongrois sont toujours abandonnés, malgré l'émission de 4 0/0 hongrois faite par le groupe Crédit-Mobilier-Rothschild sur les principaux marchés européens.

Le marché des Sociétés de crédit a été beaucoup plus animé: la hausse persistante de nos fonds d'Etat ne peut manquer d'entraîner l'ensemble de la cote et un grand nombre d'établissements de crédit dont la bonne situation est l'abri de toute discussion voient la clientèle leur revenir.

Le Crédit foncier tient la tête du mouvement, en hausse sensible à 431,7; le Comptoir d'escompte cote 95; le Crédit lyonnais, en hausse de 5 fr. sur la semaine dernière; la Franco-égyptienne est à 562,50 et la Banque d'Algérie fermement tenue à 520.

Cette dernière société va bientôt tenter le statu quo actuel. A la fin du mois, le traité d'absorption de la Banque Française et Italienne sera devenu définitif par l'accomplissement des dernières formalités. Les actionnaires de la Banque Française et Italienne ont presque tous profité de la faculté qui leur avait été donnée d'échanger une action libérée de 500 fr. de la Banque d'escompte de Paris contre deux actions libérées de 250 fr. seulement. Le capital social va donc être porté à 65 millions.

La société ainsi affranchie de cette préoccupation pourra mettre à jour les affaires qu'elle a préparées et témoigner à nouveau de son activité et de son énergie. Le cours de ses actions, au jour de son prochain reprisa, sera certainement en avance et intrinsèque plus sincèrement leur valeur extrinsèque. Le moment est donc des plus favorables pour l'achat de ses actions.

La Banque ottomane qui avait fléchi sans raisons sérieuses est aujourd'hui à 588, elle nous paraît avoir droit à des prix plus élevés.

La Société des Immeubles de France est à 413,75 en hausse de 3 fr. 75 depuis huit jours. Ce cours est beaucoup trop bas; le revenu qui lui correspond représente près de 12,70, c'est une anomalie que le temps fera disparaître.

Les actions des Chemins français sont à quelques francs près aux cours de la semaine dernière; elles ne peuvent s'élever tant que les recettes continuent d'accuser de moins values. Cette semaine encore la diminution kilométrique est pour le Nord de 14,51 0/0; le Lyon 20,89; le Midi 24,36; l'Orléans 14,15.

Par contre les obligations de ces mêmes compagnies sont toujours fermes et très favorisées par les achats du comptant. Les chemins étrangers sont plus fermes, sans grand changement. Autrichiens, 635; Lombards, 317; Saragosse, 427; Méridionaux d'Italie très soutenus à 643,75. Peu peu que le marché se prête à une reprise générale, il y a lieu de compter sur la hausse rapide des actions de ces derniers. Leur revenu de 30 fr. net établit logiquement le cours de 75 francs.

Si, à cette raison pratique et concluante tirée du rendement, on ajoute les éléments de succès qu'apportera à la Société le vote prochain des conventions avec l'Etat, on doit s'attendre à des cours supérieurs à 700 fr. La cote actuelle laisse donc une grande marge aux capitalistes et nous serions pas téméraires qu'elle fut combiée dans très peu de temps, au grand profit des acheteurs bien avisés.

Les valeurs industrielles nous relient une hausse importante du gaz à 1.562, sur l'annonce de la mise en paiement du dividende réservé et du Suez, qui passe de 1.940 à 1.975, entraînant toutes les valeurs du groupe.

Le Panama est très demandé à 490. L'émission des obligations de cette compagnie s'annonce comme devant être un véritable succès. Le patronage de la haute banque et le nom de M. de Lesseps; populaire, ne peuvent manquer d'attirer les capitaux disponibles.

Dans cette grande affaire de Panama, le prochain des conventions avec l'Etat, on doit s'attendre à des cours supérieurs à 700 fr. La cote actuelle laisse donc une grande marge aux capitalistes et nous serions pas téméraires qu'elle fut combiée dans très peu de temps, au grand profit des acheteurs bien avisés.

D'après les déclarations répétées et formelles de M. de Lesseps, les intérêts sont assurés que l'œuvre sera terminée dans les délais prévus. Cette fois encore le grand ingénieur aura donc justifié la confiance que les petits comme les grands capitalistes ont mise en lui, et dont les porteurs d'actions de Suez se trouvent à bien.

Les avantages de revenu et de sécurité qu'offrent les obligations de Panama actuellement en émission sont trop grands pour qu'on ne soit pas tenté de les mettre à profit. Les plus grandes facilités sont accordées aux souscripteurs, qui peuvent s'adresser dès à présent aux guichets ouverts à cette émission. On souscrit sans frais, 60, rue de l'Hôtel-de-Ville, à Lyon.

Le gérant: BRUN.

AU TISSERAND Ancienne Maison L. GIROUD & ROLLAND-GUICHERD GAGNOL & CLERIC, S<sup>r</sup> 42, rue de l'Hôtel-de-Ville, 42 GRANDE SPÉCIALITÉ DE BLANC Toiles et Cotons. — Chemiserie et Lingerie

IRRITATIONS De la Gorge et de la Poitrine Gripes, Rhumes, Catarrhes, Asthmes, Coqueluche Sirop Perroud Pharmacie à GIVORS (Rhône). Dépôt: Pharm. CENTRALE, rue de la Sainte-Marie-des-Terraux LAROCHE, rue de la Sainte-Marie, 14

LOTÉRIE TUNISIENNE 2<sup>e</sup> Tirage le 15 Octobre prochain DÉBIT: 50 MILLIONS DE FRANCS

EAU DE TABLE SANS RIVALE DÉBIT: 30 MILLIONS de Bouteilles par an

AU COLOSSE 52, cours de la Liberté Mobilier de Garçon

IMPRIMERIE X. JEVAÏN LYON — 42, Rue Sala, 44 — LYON SPÉCIALITÉ DE TIRAGES A GRANDS NOMBRES

ALABICS-VALYN Depuis 50 Fr. A LOUER DE SUITE Appartement de 3 pièces avec Magasin, au 1<sup>er</sup> étage, Rue Poullaillette, 15.